



Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://ufpweb.org/fr/spip.php?article222>

Pourquoi la Maison Blanche s'acharne en Irak

- Z - Archives - Relations internationales - Opinions - Réflexions -



Date de mise en ligne : vendredi 25 mai 2007

Union des Forces de Progrès

Dix-huit mois avant l'élection présidentielle, la campagne est déjà lancée aux Etats-Unis. Les principaux candidats à la succession de M. George W. Bush mesurent sur le terrain l'impopularité massive de la guerre en Irak. Même des responsables républicains aimeraient se dégager au plus vite de ce pétrin afin de pouvoir aborder d'autres sujets et conserver ainsi une chance d'être élus. Mais, à la Maison Blanche, le président semble ne rien vouloir entendre et ne pas exclure une autre aventure. Par Ibrahim WardeUn rapport a-t-il chassé l'autre ? Le 10 janvier 2007, le président des Etats-Unis a annoncé une politique d'« escalade » (surge) inspirée par une analyse de l'American Enterprise Institute, un think tank néoconservateur. Plutôt que de consentir à un repli, recommandé par le rapport Baker de décembre dernier, il a décidé d'envoyer en renfort vingt et un mille cinq cents soldats supplémentaires en Irak. Mais le Congrès renâcle. Le président de la majorité démocrate du Sénat, M. Harry Reid, a estimé le 18 février sur CNN que cette aventure militaire constituait une erreur encore plus grave que celle du Vietnam, marquée elle aussi par un enchaînement du type « nouvel échec, nouvelle escalade ». Au même moment, l'un des plus fidèles soutiens du président américain, M. Anthony Blair, a annoncé le retrait, d'ici à la fin de l'année, de mille six cents soldats (sur sept mille).

Il y a quelques mois, on annonçait à Washington le retour au pouvoir des « réalistes ». Alors que l'Irak s'enfonçait dans la guerre civile, les néoconservateurs les plus en vue - MM. Paul Wolfowitz, Richard Perle, Douglas Feith, Lewis Libby, John Bolton - avaient quitté le devant de la scène (1). Tant l'unilatéralisme que le militarisme paraissaient hors de propos (2).

Désaveu cinglant pour la Maison Blanche, les élections du 7 novembre virent les démocrates remporter la majorité des sièges dans les deux chambres du Congrès. M. George W. Bush reconnut avoir reçu une « raclée » et promit d'adopter une « approche nouvelle » en Irak. M. Donald Rumsfeld fut remplacé au poste de secrétaire à la défense par M. Robert Gates, un proche de l'ancien président George H. Bush, de surcroît membre du groupe d'étude sur l'Irak, une commission de dix sages (cinq républicains et cinq démocrates) dirigée par l'ancien secrétaire d'Etat James Baker et par M. Lee Hamilton, ancien président démocrate de la commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants. Leur rapport promettait d'offrir une voie de sortie honorable au président américain.

Intitulé « La marche à suivre : une nouvelle approche », il contenait deux volets. Le premier, destiné à favoriser une transition « responsable », indiquait que les troupes de combat devraient avoir quitté l'Irak avant le premier trimestre 2008, et il se prononçait contre l'existence de bases américaines permanentes dans ce pays. Le second volet portait sur une « nouvelle offensive diplomatique globale ». Partant du principe qu'il ne pouvait exister de solution militaire au conflit, il préconisait une politique aux antipodes de la vision néoconservatrice. Il n'était plus question en effet de « répandre la démocratie » au Proche-Orient. Les Etats-Unis étaient appelés à prendre langue avec la Syrie et l'Iran, mais aussi « à s'engager de nouveau et de manière ferme » dans la voie d'un accord entre pays arabes et Israël, fondé sur le principe « paix contre territoires ».

Le rapport fut plutôt bien accueilli, tant par la nouvelle majorité démocrate que par un certain nombre de républicains. En public, le président Bush lui trouva des aspects intéressants, mais fit savoir qu'il souhaitait écouter d'autres réflexions avant d'annoncer sa nouvelle stratégie. En privé, son jugement sur le rapport aurait été moins amène, puisqu'il l'aurait qualifié de « crotte » (3). Qui veut expliquer l'actuelle fuite en avant militaire décidée par la Maison Blanche doit remonter aux sources politiques, religieuses et oedipiennes (4) de la présidence de M. Bush.

Interrogé il y a quelques années pour savoir s'il avait consulté son père avant de partir en guerre contre l'Irak, l'actuel

président avait répondu : « Non, ce n'est pas lui le père à qui je m'adresse pour trouver des forces. C'est au Très Haut que je fais appel dans de tels moments (5). » Comme dans toute dynastie, les rapports entre père et fils ne sont pas dénués d'ambiguïté. Dans la conduite de sa politique étrangère, l'héritier avait voulu marquer une rupture radicale.

M. Bush père était féru de politique internationale. Faisant fi du concept de « vision », il se voulait avant tout réaliste et pragmatique. Son principal fait d'armes avait été de déloger les forces irakiennes du Koweït en 1991. M. Baker, son secrétaire d'Etat, réussit alors à rassembler une coalition de trente-quatre pays, dont plusieurs appartenant au monde arabe, à obtenir un mandat en bonne et due forme du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies, et à faire financer la guerre par les alliés des Etats-Unis (6).

A l'inverse de son père, M. Bush n'avait aucune expérience en politique étrangère au moment de son accession à la présidence. Il hérita toutefois d'une impressionnante équipe de conseillers, dont l'universitaire Condoleezza Rice, qui lui servit de préceptrice (7). Il y eut aussi d'autres influences... Ainsi, en 1998, alors qu'il était gouverneur du Texas, le futur président, qui jusque-là avait très peu voyagé, se rendit en Israël. M. Ariel Sharon, alors ministre des affaires étrangères, lui donna sa première leçon de stratégie militaire, lui expliquant pourquoi le principe « paix par la force » valait mieux que celui de « paix contre territoires ». Pour le reste, l'ambassadeur Peter Galbraith révèle qu'en janvier 2003, deux mois avant l'invasion de l'Irak, le président des Etats-Unis ignorait encore tout du clivage entre chiïtes et sunnites (8)...

Moins de neuf mois après son accession au pouvoir, la promesse, formulée lors de la campagne présidentielle, d'une politique étrangère « humble » n'était plus de mise. Le 14 septembre 2001, lors d'un service religieux célébré dans la cathédrale nationale de Washington en hommage aux victimes des attentats survenus trois jours plus tôt, le président Bush annonçait son intention de « débarrasser le monde du Mal ». Selon de nombreux témoignages, il semblait avoir trouvé sa voie et voyait dans sa présence à la Maison Blanche un signe de la Providence.

L'introduction de la dimension religieuse, morale et métaphysique dans le débat justifia tous les amalgames. On était loin, non seulement du réalisme classique, mais aussi du principe même de réalité observable. Comme l'a relaté l'un des principaux conseillers de M. Bush (que l'on devine être son stratège Karl Rove) au journaliste Ron Suskind : « Les règles du jeu ont changé. Nous sommes aujourd'hui un empire, et quand nous agissons, nous créons notre propre réalité (9). »

Cibler l'Iran pour reprendre l'initiative ? Analysés comme un échec des politiques antérieures jugées trop conciliantes, les attentats du 11-Septembre débouchèrent sur une approche unilatérale fondée sur le principe de la « prévention ». L'invasion de l'Irak fut jugée nécessaire pour réformer en profondeur le monde arabo-musulman et redessiner la carte du Proche-Orient car, comme n'a cessé depuis de le répéter le médiéviste Bernard Lewis, devenu la référence suprême dans les cercles du pouvoir, « les Arabes ne comprennent que le langage de la force (10) ».

A partir de ces postulats, les think tanks et les commentateurs les plus influents ont asséné un argumentaire fondé sur une chaîne de raisonnements douteux, mais qui au départ emporta l'adhésion d'un public avide de solutions miracles : les Américains seraient accueillis en libérateurs ; une démocratie libérale et laïque surgirait en Irak et signerait un accord de paix avec Israël ; elle servirait de laboratoire et de vitrine du monde musulman ; comme par un effet domino, des « changements de régime » interviendraient dans la région ; des élections libres se concluraient partout par la victoire des modérés ; le conflit du Proche-Orient serait réglé (11). Plutôt que d'ouvrir les yeux, le président des Etats-Unis s'obstine encore aujourd'hui à croire à ce miracle, apparemment persuadé que l'accomplissement de son rêve n'a été que différé. A condition de tenir bon.

Les néoconservateurs ont beaucoup flatté l'occupant de la Maison Blanche. Ils en ont fait un personnage churchillien, investi d'une mission historique, sinon divine (12). L'escalade qu'ils suggèrent aura sans doute des effets

désastreux, mais elle traduit l'obstination du président qui, face aux demandes de retrait des troupes, assurait qu'il maintiendrait le cap envers et contre tous, « même [s'il] ne possède plus que le soutien de Laura et Barney » (sa femme et son chien) (13). Certes, le ton est plus conciliant : M. Bush demande de « laisser sa chance » à la nouvelle stratégie, et souligne que l'envoi de nouveaux soldats devrait permettre de sécuriser Bagdad et d'obtenir le répit nécessaire pour favoriser le processus de réconciliation nationale.

L'escalade a surtout permis au président, qui n'avait cessé de répéter « le décideur, c'est moi », de reprendre l'initiative. Face à un Congrès à majorité démocrate, et confronté à l'hostilité de l'opinion publique et au scepticisme des militaires, le président craignait par-dessus tout de se retrouver marginalisé. Or, depuis le 11 octobre 2002, en vertu de ses prérogatives constitutionnelles de commandant en chef de l'armée, il avait les coudées franches. Le Congrès (seul habilité à déclarer la guerre) venait de l'autoriser, après des débats de pure forme, à utiliser la force « comme il le juge nécessaire pour défendre la sécurité nationale contre la menace continue posée par l'Irak ». Le soutien fut alors massif et sans ambiguïté : 296 membres de la Chambre des représentants, contre 133 ; 77, contre 23, au Sénat.

Cette délégation de pouvoir, qui n'est pas réversible, embarrasse plus d'un parlementaire. Une majorité de démocrates avaient soutenu la guerre (dont des présidentiables comme MM. John Kerry et John Edwards, et Mme Hillary Clinton). Le climat ayant changé du tout au tout, un tel vote serait inconcevable pour partir en guerre contre l'Iran. L'escalade peut fournir le prétexte rêvé à une confrontation contre le régime de Téhéran, à laquelle s'opposent pour le moment la population américaine, le Congrès et la plupart des chefs militaires. Lorsqu'il impute des morts américaines aux ingérences iraniennes (livraisons d'armes, etc.), le président signale tant au Congrès qu'au reste du monde qu'une nouvelle autorisation de guerre serait superflue : les représailles militaires interviendraient au nom de la légitime défense.

Face à l'escalade, le Congrès serait réduit soit à voter des motions de défiance symboliques et sans effet, soit à prendre des mesures potentiellement très impopulaires, comme de couper les vivres aux troupes, au risque de se voir accusé d'« abandonner nos soldats » et de mettre leurs vies en danger.

Le 16 février, après quatre jours de débat, la Chambre des représentants a voté, par 246 voix contre 182, une motion qui indiquait tant son opposition à l'envoi de renforts que son soutien aux forces armées. Dix-sept élus républicains ont rejoint la majorité démocrate, tandis que deux démocrates seulement se sont opposés à la résolution. Le lendemain, au Sénat, une majorité de 56 sénateurs (dont 7 républicains), contre 34, se sont prononcés contre l'escalade. Mais, compte tenu des règles particulières de cette chambre qui permettent à une minorité de paralyser les travaux parlementaires, il en aurait fallu 60 pour que la résolution fasse l'objet d'un débat.

La bataille entre l'exécutif et le législatif est loin d'être terminée. Ce mois-ci débute l'examen de la ligne de crédits budgétaires destinée à financer la nouvelle stratégie. En passant au peigne fin les dépenses et en imposant des restrictions inédites liant le vote des crédits à l'état de préparation des troupes (en prescrivant, par exemple, que les soldats disposent d'un an de repos entre chaque déploiement), le Congrès, qui contrôle les cordons de la bourse, pourrait obliger M. Bush à concevoir l'impensable : un rapatriement progressif des troupes, alors même que la « mission » proclamée « accomplie » il y a quatre ans, et qui aura constitué la décision principale de sa présidence, s'achève par une déconfiture absolue.

Ibrahim Warde Le Monde diplomatique